

Gabon-FMI

"Vers une diversification plus favorable aux recettes fiscales au Gabon"



La mission du FMI a fait d'importantes observations sur l'économie gabonaise durant la présentation.



Venu nombreux...

Georges-Maixent NTOUOUME-NDONG
Libreville/Gabon

VOIR comment le Fonds monétaire international (FMI) peut travailler avec les autorités gabonaises pour parvenir à une croissance plus forte et inclusive. C'est le message essentiel livré hier par la mission des experts du FMI à l'auditorium de l'immeuble Arambo à Libreville.

La représentation de cette institution financière internationale au Gabon a tenu une rencontre d'ex-

plication sur les perspectives macroéconomiques de notre pays. "Si nous arrivons à améliorer la gouvernance, elle peut avoir un impact sur la mobilisation des recettes et sur la qualité des dépenses et, donc, permettre d'avoir une épargne pour pouvoir trouver les moyens pour les investissements", a dit le chef de la mission du FMI, Boileau Loko.

Cet examen vise à répondre à trois questions: comment dégager de l'espace budgétaire? Comment financer les investissements? Comment financer les dépenses so-



...le public a été très attentif à la présentation des experts du FMI.

ciales? Selon la mission, la diversification de l'économie est en cours au Gabon, avec une augmentation de la part des activités

hors pétrole, mais l'impact budgétaire n'est pas encore fort, en raison des faiblesses du système fiscal qui conduisent à une baisse de l'élasticité des

recettes fiscales et soulève des questions sur la soutenabilité budgétaire. Aussi, le niveau et l'efficacité des dépenses sociales ne leur apparaissent-ils pas assez conséquents: "Les dépenses sociales doivent être non seulement protégées, mais il est essentiel d'augmenter leur efficacité. Ce qui conduirait à de meilleurs résultats pour un coût donné, ou la même qualité de résultat à un coût moindre".

Messages clé. Certains résultats des efforts de diversification de l'économie ont été encourageants, mais l'impact sur

les recettes fiscales non pétrolières apparaît encore limité aux yeux des observateurs. Pour eux, il convient d'accorder une attention particulière à la viabilité des exonérations fiscales, afin de soutenir la diversification. Le renforcement de l'administration et de la politique fiscale, ainsi que des mesures visant à soutenir les retombées de la Zone économique spéciale sur le reste de l'économie est nécessaire. Ils estiment que cela pourrait aider à soutenir une diversification plus favorable aux recettes fiscales.

Les recommandations du FMI

Améliorer les retombées du secteur non pétrolier

Willy NDONG
Libreville/Gabon

À l'issue de la rencontre d'hier entre les experts

du Fonds monétaire international (FMI) et la partie gabonaise, plusieurs recommandations ont été faites par les envoyés de l'institution de Bretton Woods. Notamment sur le plan du

climat des affaires, des exonérations fiscales et des retombées du secteur pétrolier. S'agissant du climat des affaires, le FMI estime qu'il y a encore beaucoup d'efforts à réaliser

dans ce domaine. "Car, les études réalisées pour le Gabon et d'autres pays montrent que les investisseurs accordent plus d'importance à la stabilité, à la qualité institutionnelle et à la disponibilité des

intrants bruts", indique le rapport du FMI. Concernant les exonérations fiscales, le FMI préconise une rationalisation de l'utilisation des exonérations fiscales et la divulgation de manière

transparente de leurs coûts fiscaux. Enfin, le Fonds suggère au Gabon d'améliorer les retombées du secteur non pétrolier, afin d'augmenter l'assiette fiscale.

Filière palmier à l'huile

Identifier les acteurs impliqués dans le développement du secteur

JM
Libreville/Gabon

LE Fonds mondial pour la nature vient de lancer une étude sur la cartographie des Organisations de la société civile (OSC) nationales impliquées dans le développement durable de la filière huile de palme au Gabon. Cette étude permettra d'identifier leurs besoins en termes de renforcement des capacités organisationnelles et stratégiques. Mieux, elle aidera également à désigner huit OSC nationales, aptes à se structurer en un collège thématique pour exercer un plaidoyer à l'échelle nationale en faveur du respect des engagements volontaires des entreprises



Le palmier à huile tient une place de choix dans le développement durable au Gabon.

et à délivrer des formations aux représentants des communautés locales quant aux bonnes pratiques environnementales et sociales prévues dans le cadre des certifications.

Le coordinateur du programme huile de palme au WWF-Gabon, Eugène Ndong Ntoutoume, explique: "dans le cadre de la diversification de son économie, le Gabon s'est fixé



La filière huile de palme constitue un pan de la diversification de notre économie.

pour objectif de devenir un des leaders de la production d'huile de palme en Afrique d'ici 2025. Le pays affiche la volonté d'un développement de la filière conforme aux principes et

critères de la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO), afin de contribuer à lutter contre les changements climatiques et de préserver la biodiversité de ce territoire couvert à plus

de 85% de forêt. Les enjeux liés à la conversion des écosystèmes forestiers en zone d'exploitation agricole et à l'exploitation forestière sont également fonciers et peuvent impacter le respect des droits des communautés locales car, leur mode de vie dépend étroitement de la forêt".

Cette étude tient compte du projet cofinancé par l'Agence française de développement (AFD) qui vise à faire des OSC gabonaises des acteurs contribuant activement à l'amélioration de la gouvernance des exploitations agro-industrielles et forestières, en veillant au respect des engagements environnementaux et sociaux pris par les exploitants.